

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2017  
Délibération n°36

**Date de la convocation :** L'an Deux Mille Dix Sept,  
Le Vingt-huit Septembre,  
20 septembre 2017 A 18h00, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, au Centre Interconsulaire, Place Verdun à Saint-Pol-sur-Ternoise, après convocation légale en date du Vingt Septembre Deux Mille Dix Sept, sous la Présidence de Monsieur Claude BACHELET.

**Date d'affichage :** 20 septembre 2017

**Présents ou Représentés :** Tous les membres en exercice, à l'exception de :

▪ Marc RICART	▪ Gervais CASTEL
▪ Maurice LOUF	▪ Caroline CUSSAC
▪ Jean Marie OLIVIER	▪ Jean POURVOYEUR
▪ Pascal DERAY	▪ Jean LECOMTE
▪ Stéphane SIECZKOWSKI-SAMIER	▪ Louis THELLIER

**Nombre de membres :**  
En Exercice : 36  
Présents : 26  
De Votants : 26

Secrétaire de séance : François DOUAY

**Objet de la délibération :**  
Délégation du  
Comité Syndical au  
Président

Monsieur Claude BACHELET, nouvellement élu Président du PETR Ternois – 7 Vallées rappelle l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales permet à l'assemblée délibérante de déléguer au Président une partie des attributions de l'organe délibérant.

Afin de faciliter le fonctionnement du Syndicat Mixte, il est proposé d'utiliser cette faculté.

Considérant qu'il revient au Comité Syndical de définir l'étendue des délégations consenties, il est proposé de charger le Président, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant :

- la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
  - la réalisation des emprunts dans les limites fixées par le budget, destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
  - la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
  - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférant ;
  - la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
  - l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
  - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
  - d'intenter au nom du syndicat mixte les actions en justice ou de défendre le syndicat mixte dans la totalité des actions intentées contre lui, notamment dans le cas d'un recours en excès de pouvoir ou de plein contentieux exercé contre un arrêté, une délibération, et plus généralement contre tout acte réglementaire ou individuel émanant d'un représentant habilité de la collectivité ; ainsi que dans le cas d'un référé déposé devant le juge administratif ou judiciaire, de se constituer partie civile par voie d'action ou d'intervention dans les cas de vols et dégradations de biens immobiliers et mobiliers intercommunaux, d'atteinte à l'intégrité physique et morale du personnel syndical ;
- .../...

**Vote :**

Pour : 26  
Contre : 0  
Abstention : 0

- de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Président doit rendre compte, à chacune des réunions obligatoires, des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL SYNDICAL :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

**DECIDE :**

- De déléguer au Président une partie de ces attributions telles que définies ci-après :
  - la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
  - la réalisation des emprunts dans les limites fixées par le budget, destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
  - la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
  - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférant ;
  - la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
  - l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
  - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
  - d'intenter au nom du syndicat mixte les actions en justice ou de défendre le syndicat mixte dans la totalité des actions intentées contre lui, notamment dans le cas d'un recours en excès de pouvoir ou de plein contentieux exercé contre un arrêté, une délibération, et plus généralement contre tout acte réglementaire ou individuel émanant d'un représentant habilité de la collectivité ; ainsi que dans le cas d'un référé déposé devant le juge administratif ou judiciaire, de se constituer partie civile par voie d'action ou d'intervention dans les cas de vols et dégradations de biens immobiliers et mobiliers intercommunaux, d'atteinte à l'intégrité physique et morale du personnel syndical ;
  - de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

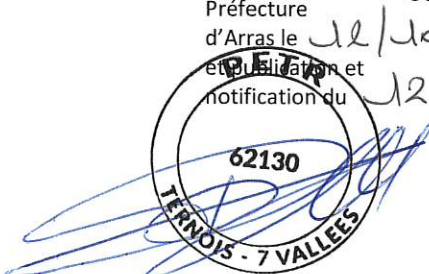
Cette décision implique que le Président du Syndicat Mixte pour le SCOT du Pays du Ternois rende compte à chacune des réunions obligatoires, des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

Mention  
exécutoire :  
Oui



Acte rendu  
exécutoire après  
dépôt en  
Préfecture  
d'Arras le 12/10/2017  
et publication et  
notification du 12/10/2017

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.



Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,  
Claude BACHELET

